

## REDRESSEMENT

## des partis politiques ?

SOUFIANE DJILALI

## «Les partis : des organisations tremplins pour accéder à la reconnaissance sociale et à la rente»

**Comme tout phénomène de société, et la problématique de la dissidence dans les partis politiques en est un, les causes en sont multiples et agissent en synergie.**

L'Etat de droit et la démocratie ne peuvent être construits qu'avec une organisation politique de la société sous forme de courants politiques stables, identifiables et différents les uns des autres.

Or, la culture du parti unique, la violence des années 90 et les manipulations incessantes du pouvoir ont empêché toute maturation des partis politiques. La dynamique de la dissidence s'est très tôt ancrée dans une «non culture» partisane et cela pour de nombreuses raisons.

**Les raisons directes internes**

Elles qui agissent comme éléments déstructurant des organisations politiques. Nous pouvons citer l'absence de règles de droit sinon formelles dans le fonctionnement des partis.

En général, le «leade??» ou l'homme fort du parti agit selon ses propres intérêts politiques immédiats et arbitre au sein de sa formation en fonction de son propre positionnement. C'est en réalité la réplique parfaite de l'organisation du pouvoir étatique. Les partis fonctionnent sans règles démocratiques, sans alternances sinon par la violence (symbolique, politique

ou même physique) et sans esprit de corps. Les partis sont des organisations tremplins pour accéder à la reconnaissance sociale et souvent à la rente. Il n'y a pas de doctrine sérieuse ni d'engagement politique sur la base de convictions partagées. Pour contrecarrer ces phénomènes, il faut instaurer le «parti de droit», la limitation des mandats des exécutifs (à commencer par le poste du leader du parti) et par une formation politique interne conséquente produisant une «culture de parti». Bien entendu, une doctrine spécifique doit faire office de «ciment». Ces raisons internes dépendent donc de la formation politique elle-même.

Il y a également des raisons directes, mais cette fois-ci externes aux partis politiques.

C'est essentiellement l'interdiction de création des formations politiques appliquée depuis 1999.

La contradiction flagrante entre un multipartisme de connivence et l'interdiction de nouvelles formations ont entraîné l'exaspération des conflits à l'intérieur des formations puisque ne pouvant trouver un exutoire aux divergences politiques dans de nouvelles formations. Durant plus d'une décennie,



des cadres politiques ont été mis sous pression : soit ils luttèrent à l'intérieur de leur parti aux risques de lui faire perdre toute cohérence, soit ils quittaient la scène politique.

Cela a alors fonctionné comme une «cocotte minute» en engendrant division et haine à l'intérieur des partis. Toujours dans ce registre, l'administration manipulée

par le pouvoir en place s'est donnée toute latitude pour intervenir dans les conflits internes pour les exacerber puis arbitrer en fonction de ses propres choix.

C'est l'administration qui décide, «en dernière instance», qui doit diriger telle ou telle formation grâce au sésame du quitus (voir par exemple l'actuel conflit au sein du FNA). Ces facteurs externes dépendent donc du pouvoir.

**Les raisons indirectes**

Elles relèvent d'un état d'esprit général du pays, d'une forme de sous-culture qui se développe dangereusement. La morale publique est en déliquescence. Les ambitions démesurées sans freins, l'avidité, la recherche d'une source de rente ont pollué l'espace politique.

Cette état d'esprit est encouragé par le pouvoir, lui-même pratiquant sans retenue la prédation avec une forme de populisme et de médiocrité extrêmes. Il n'y a donc plus de repères ni de balises. N'importe quel «militant» estime être en situation de devenir leader et d'accéder à la rente. C'est toute une sous-culture qui est devenue hégémonique dans le milieu politique. La conjugaison de ces différents facteurs conduit naturellement à la démultiplication des crises internes aux partis politiques.

B. T.

## PROFESSEUR SMAÏL HARITI, DIRECTEUR DU CENTRE DES ÉTUDES STRATÉGIQUES AMEL EL-OUA

## «Les partis : l'autre face du populisme en Algérie»

**Parler de crises des partis politiques, c'est considérer que ces partis ont réellement une pratique politique car je suis de ceux qui croient qu'ils en sont loin.**

Mon avis rejoint ceux nombreux qui ont conscience que la politique dans son acception réelle signifie l'art de diriger, sagesse et clairvoyance, lucidité et prévision et la capacité à rassembler, mobiliser et unir autour d'idées, de principes et de valeurs ainsi que le respect du point de vue de l'autre.

C'est une vision politique, économique et culturelle, et la capacité à les traduire en projets capables de prendre en charge les préoccupations de la société.

Les partis, qui ont conscience de la politique et sa pratique dans la vie des gens, sont une école de formation des militants pour la pratique de la démocratie et ce qu'elle implique comme convergence d'idées et l'écoute de l'avis de l'autre et à le respect de celui de la majorité.

C'est le droit à la minorité de s'exprimer à l'intérieur des structures du parti sans risque



d'être exclue ou marginalisée. Ainsi, il est de la responsabilité de ces partis «politiques» de former ses militants à l'alternance pacifique pour les postes de responsabilités dans les structures du parti.

C'est de cette manière que les militants pourront acquérir les avantages de la démocratie et ceux de la coexistence des idées différentes et diverses. Par cette pratique se développera une atmosphère de liberté et de respect entre les militants et envers les

cadres renforçant ainsi le front intérieur face à toute ingérence de l'extérieur. Compte tenu des toutes ces données, nos partis «politiques» s'inscrivent-ils dans ce schéma ?

La réponse est évidemment non ! Ils sont plutôt proches de la politique politicienne que de la pratique réelle de la politique. Cela signifie que nos partis fonctionnent pour les intérêts personnels de certaines catégories de leurs dirigeants et ceux qui gravitent autour au détriment des principes et des valeurs qui ont présidé à leur création.

Je peux même affirmer qu'ils sont devenus l'autre face du populisme en Algérie. Cela pousse au départ des militants compétents et sincères et à la coupure de la société, en particulier les jeunes.

Ces facteurs endogènes facilitent le jeu du pouvoir qui recourt tour à tour à la répression et l'octroi d'avantages, et à la tactique «diviser pour régner» depuis l'apparition du multipartisme et ainsi le réduire à néant, jeter le crédit et susciter la défiance envers les formations politiques. Nous pouvons affirmer qu'aujourd'hui le pouvoir a réussi dans ses objectifs tracés depuis les années 1990 à

faire en sorte que ces partis se divisent en clans et se déchirent. Avant même qu'un incendie ne soit éteint dans un parti, un autre se déclenche ailleurs.

Ce phénomène n'épargne pas aussi les partis de création du pouvoir car les décideurs ne veulent pas d'un parti fort qui risque de se retourner contre eux.

Cela prouve que les tenants du système n'ont pas de tendance politique ou idéologique. Ils ne sont mus que par leurs intérêts à profiter des richesses du pays au détriment du peuple. En conclusion, on peut dire que l'échec du multipartisme en Algérie est le fait du pouvoir en premier lieu et les partis en second pour les raisons invoquées plus haut.

On ne peut revivre le pluralisme politique du début des années 1990 en dehors d'une volonté politique du système et la bonne compréhension de la politique et sa capacité à la diffuser à l'intérieur de la société et permettre l'émergence d'une classe politique qui sera à l'écoute du choix du peuple de ses représentants dans les structures de l'Etat.

B. T.